NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

69 N° 9 1947

Les catholiques de Tchécoslovaquie et nous

Adrien TAYMANS (S.I.)

p. 941 - 948

https://www.nrt.be/en/articles/les-catholiques-de-tchecoslovaquie-et-nous-2880

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

LES CATHOLIQUES DE TCHECOSLOVAQUIE ET NOUS

Pour nous catholiques, pour nous prêtres surtout, les accords culturels signés l'an dernier entre la Tchécoslovaquie et la Belgique, dans le prolongement des échanges de sympathie amorcés dès avant la dernière guerre, doivent se compléter d'échanges beaucoup plus importants dans le domaine religieux. En effet, l'enjeu de la lutte menée par les catholiques, là-bas aux frontières du communisme, c'est la défense de l'Europe contre le matérialisme officiel, c'est la conversion possible de la Russie — et de là une influence nouvelle, décisive, sur le progrès des missions catholiques dans le Moyen et l'Extrême Orient. Or, les catholiques de Tchécoslovaquie ont les regards tournés vers nous ; nous n'avons pas le droit de nous désintéresser de leurs efforts.

Examinons donc l'atmosphère dans laquelle ils travaillent, les difficultés qu'ils rencontrent, les problèmes qui se posent chez eux, tant au point de vue de l'adaptation du clergé que de la pénétration dans la masse ambiante, et enfin ce que nous pouvons apporter à nos confrères de là-bas.

Le peuple de Tchécoslovaquie, et surtout la Bohême, a un passé religieux très mouvementé. Il suffit de lire l'histoire des monuments religieux et profanes de certaines villes, de Prague par exemple, pour se rendre compte des ravages causés successivement par les guerres de religion (guerre des Hussites, guerre de 30 ans). Ce qui reste de ces cahotements, c'est la présence de trois religions : En Bohême-Moravie les catholiques vivent à côté des membres de l'Eglise nationale tchèque — et en Slovaquie la majorité des non-catholiques (20 %) se compose de Luthériens (soit environ 15 %) ; le plus grand nombre de ces derniers sont favorables, semble-t-il, au parti communiste.

Les déportations de citoyens de race allemande ou hongroise ont privé le pays de quelque 4 millions d'habitants, et une fraction des Hongrois rejetés de Slovaquie a été remplacée par des Slovaques — en grande partie luthériens — qui vivaient en Hongrie. Ces déportations eurent donc, elles aussi, un aspect religieux autant que politique.

Il paraît qu'une propagande de tendance anti-vaticane s'infiltre de façon assez persistante ; mais cela ne doit pas provoquer de nombreuses défections de la foi catholique. Il se produit au contraire, tout au long de l'année, un certain nombre de retours à la pratique de la religion.

Le peuple chrétien resté catholique est très pieux. Nous sommes ravis, nous occidentaux, quand nous entendons les chants slaves résonner dans les églises remplies, et quand nous voyons ces chrétiens s'agenouiller simplement sur le pavement de l'église ou contre une marche d'un autel latéral, ou abandonner leur sac ou leur livre de prières sur le sol pendant qu'ils vont communier. Ils gardent une grande dévotion aux saints Cyrille et Méthode, qui furent leurs premiers apôtres, et dont les noms évoquent à nos esprits l'idée des peuples slaves.

Mais s'ils sont orientaux par leur langue et par un certain sentimentalisme, leur histoire, leur culture, leurs méthodes économiques et sociales, leurs relations, leur bon sens très caractéristique les apparentent à l'Occident.

Or c'est précisément cet occidentalisme et ce bon sens qui ont été violemment heurtés par la « révolution » (Libération) de mai 1945, au point que le peuple en a gardé une véritable blessure spirituelle. Voici quelques traits de cette lamentable histoire.

Au cours de la guerre, des dirigeants syndicaux non reconnus par l'occupant avaient créé le Conseil central des syndicats (URO) et élaboré dans l'illégalité un plan de redressement économique de la Tchécoslovaquie. C'est sous l'influence de ces idées radicales que le gouvernement tchécoslovaque de Londres avait décidé, entre autres mesures, la nationalisation de toute l'industrie et des banques, et la socialisation complète de l'agriculture sous la forme de kolkhozes. Heureusement, avant de reprendre possession du pays, le gouvernement en exil prit contact avec Moscou, et ce sont, raconte-t-on, les Russes eux-mêmes — ô ironie — qui ont modéré ses ardeurs révolutionnaires, en faisant valoir que le contraste trop flagrant entre les nouvelles mesures et le caractère raisonnable du peuple de Tchécoslovaquie pourrait susciter une réaction violente de la population. Lorsque le gouvernement, un peu calmé, rentra au pays, ce fut la terreur. L'URO — qui sous couleur de neutralité complète n'en était pas moins un centre d'action communiste convaincu — commença de jouir d'une influence considérable ; on fit pression sur le peuple, on fit craindre au Président de la République une guerre civile s'il ne cédait pas aux volontés de certain parti. On démit sous un prétexte ou l'autre (en général sous une accusation, reconnue fausse depuis lors, de collaboration avec l'ennemi) de nombreux directeurs d'usine non-communistes ; on nomma des ministres communistes pour tous les postes importants.

Telle est l'atmosphère psychologique dans laquelle les catholiques ont dû travailler après la guerre, atmosphère qui existe encore actuellement, bien qu'elle se dissipe tout de même comme un mauvais brouillard, parce que le peuple redevient peu à peu ce qu'il était.

Les communistes ont les ministères-clés : l'intérieur (avec la police), les finances, l'agriculture, le travail et la prévoyance sociale, l'information et la propagande, le commerce extérieur. En outre leur influence est prépondérante à la défense nationale et aux affaires étrangères : les principales fonctions dans l'armée sont confiées à des généraux communistes, et le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est également un communiste. Le parti populaire (composé en majeure partie de catholiques) a tout juste les ministères de la technique et des travaux publics, de la poste et de la santé. Le ministre-président est un communiste, on ne le sait que trop. Quant à l'attitude du président de la République, le Dr Benes, elle n'est pas bien définie. D'aucuns le disent opportuniste, très influençable par son entourage immédiat. D'autres affirment au contraire qu'il est obligé de ménager prudemment des intérêts opposés, plus nombreux que dans d'autres pays, à cause du voisinage de la culture occidentale de son pays avec la Russie, Russie dont son pays a besoin, pour remplacer, au moins au début de l'après-guerre, le grand fournisseur et client qu'était l'Allemagne. Il ne semble pas être extrémiste du tout. Il a certainement une admiration foncière pour la religion catholique, « car elle seule, dit-il, a résisté aux assauts du Nazisme en Allemagne ».

Au fond tout cela ne serait rien si les âmes étaient libres. Mais il règne dans ce pays un air de matérialisme auquel on a de la peine à échapper, qu'on est presque obligé de respirer. Et cela représente un très grand danger pour les catholiques. Il y a d'abord les slogans de la reconstruction économique, les grandes réclames pour les industries nationales (Narodni Podnik), la publication hebdomadaire des résultats du plan biennal de production (1947-1948), toutes choses qui attirent fortement l'attention, et bandent les énergies dans un but purement matériel, sans compensation spirituelle. La propagande est aux mains des communistes, et les nominations dans l'industrie passent toutes par la centrale communiste URO.

D'ailleurs on cherche systématiquement à détruire l'« esprit ». Un jour on nous conduisit dans un des internats pour les élèves des écoles techniques de Zlin, la grande cité industrielle des fabriques Bat'a. Nous y fûmes admis par exception, malgré notre qualité de prêtre, et tout de suite un contact sympathique s'établit avec les grands jeunes gens que nous y rencontrâmes, de futurs ouvriers spécialisés ou contremaîtres dans les usines Bat'a. Quel dommage de songer que, dans les neuf internats groupant environ 4.500 jeunes ouvriers à l'étude, on ne voit jamais un prêtre. L'accès lui est formellement interdit. Toute réunion en dehors de l'internat est très difficile à organiser, par le fait que le temps libre de ces jeunes gens est lui-même occupé avec minutie heure par heure, supprimant pour eux la faculté de s'absenter facilement, et même la possibilité de réfléchir un peu

à soi-même. Pauvres jeunes gens qui passent les moments critiques de leur adolescence sous la direction de préfets communistes, et à quelques pas des internats de jeunes filles, tandis que tout, dans la ville et au travail, les incline vers des préoccupations matérielles ! Aussi l'atmosphère de Zlin est-elle réellement pénible. Comme nous faisions part de nos impressions à un des dirigeants de l'URO, un communiste convaincu mais aimable, avec lequel nous avions déjà eu d'autres entretiens, celui-ci nous répondit sur un ton de grand naturel : « Mais c'est le système ! »

Y a-t-il là-dessous une pression de la Russie ? un programme de déchristianisation dicté par Moscou ? Nous ne le croyons pas. L'influence russe est toutefois indéniable. Sans doute il n'y a pas de Russes en Tchécoslovaquie, et le gouvernement n'a pas été imposé du dehors comme dans d'autres pays d'Europe Centrale. Mais l'influence de Moscou — par suite surtout des liens économiques — s'impose de plus en plus. L'absence de la Tchécoslovaquie à la Conférence de Paris sur le Plan Marshall est symptomatique. De plus, à la fête du travail, le 1er mai, tout semblait avoir été arrangé pour qu'on dût saluer en même temps le drapeau tchécoslovaque et le drapeau rouge avec marteau et faucille, et pour mettre sur le même pied Benes et Staline, l'idéal du peuple tchécoslovaque et l'idéologie russe. Il y a de temps en temps une exposition soviétique à Prague et ailleurs, et des librairies se spécialisent dans les livres russes. Dans tout l'enseignement moyen, l'allemand détesté est remplacé par le russe comme seconde langue obligatoire.

La police reçoit-elle ses mots d'ordre de Moscou ? Nul ne le sait. Elle agit particulièrement fort en Slovaquie. Dans ce pays, les catholiques souffrent d'un complexe pénible : ils ont eu un prélat catholique, Mgr Joseph Tisso, à la tête de leur gouvernement, pendant la guerre, et l'indépendance de celui-ci avait été garantie par Hitler. De nombreuses compromissions avec les allemands, sur lesquelles se greffent des revendications nationalistes qui semblent assez légitimes, font que, malgré le geste de réconciliation du gouvernement tchèque, les Slovaques se sentent observés, et qu'ils interprètent en mal toutes les mesures venant du gouvernement central de Prague. Pour eux le communisme signifie l'opposition au catholicisme et l'action du pouvoir central. Ils n'ont qu'un souhait : « Etre délivrés des Russes et des Tchèques ». Aussi se cabrent-ils contre les communistes dans une intolérance et peut-être une incompréhension qui doivent fatalement amener des heurts.

C'est ainsi que, par exemple, les sermons du dimanche sont écoutés par la police secrète, et qu'on a fait des perquisitions dans les couvents pour prendre machines à écrire ou autres objets utiles. Autre fait : le jour de la bénédiction de telle chapelle universitaire destinée aux étudiantes catholiques, l'accès a été refusé à l'aumônier par

la police armée, sous prétexte qu'un homme n'avait pas à s'introduire dans les locaux réservés aux femmes. Mais quelques semaines plus tard la même autorisation fut accordée aux luthériens — en vertu, sans doute, de leur attitude communisante —. Les laïcs eux-mêmes se sentent observés et évitent avec la plus grande circonspection de s'attarder dans les rues en conversation avec un prêtre. Les écoles libres ont été supprimées depuis 1945. L'État les a reprises et n'a maintenu que deux ou trois professeurs ecclésiastiques par collège. Tout cela crée dans ce pays une atmosphère tendue, soupçonneuse : artificiellement soupçonneuse, car on n'y est pas plus derrière le rideau de fer qu'en Bohême-Moravie.

Dans la partie tchèque du pays, au contraire, la liberté d'action des catholiques est plus grande ; chacun s'y sent le droit de faire ce qu'il veut, et de dire ce qu'il veut (il y a encore une presse d'inspiration catholique). Les catholiques y sont aussi beaucoup plus tolérants. On cite même le cas d'industriels qui se sont affiliés au parti communiste pour garder leur place ; ils ne se croient nullement contaminés par les idées du parti et restent fervents chrétiens. Mais combien de temps pourront-ils rester en marge du groupe ? et puis, à quel mouvement d'idées donnent-ils leur voix au Parlement ? On nomme aussi quelques ecclésiastiques — notamment un curé bien connu de Prague — qui furent quelque temps ouvertement membres du parti communiste. Depuis lors l'autorité ecclésiastique est intervenue, heureusement. Les prêtres peuvent se présenter aux bureaux de l'URO sans même être regardés, encore moins montrés du doigt, et les rapports entre communistes et catholiques sont francs. D'ailleurs les prêtres doivent, pour les nécessités de l'enseignement, apprendre le russe. Ils suivent donc avec des communistes des cours et des conférences donnés par des communistes. Leur costume est également le même que celui des laïcs, sauf le col romain qui reste un signe distinctif indubitable. Que ne profitent-ils à fond de ces occasions de rencontrer les laïcs !

On pourrait cependant affirmer que le danger, la tentation qui guette les catholiques de Bohême-Moravie est — par opposition à ceux de Slovaquie — de s'aventurer trop loin sur la voie de la tolérance, d'autant plus inconsciemment que cette tactique leur concilie la faveur des adversaires. La grande difficulté est de trouver le juste milieu, de se retirer le moins possible dans une espèce de ghetto, sans toutefois perdre leur « originalité » évangélique par suite du contact avec les autres.

D'autre part les catholiques du Parlement ont entrepris la noble tâche de rendre à tout le peuple — catholique ou non — blessé dans son âme par la terreur révolutionnaire, la conscience de ce qu'il est et de ce qu'il peut ; de guérir cette blessure spirituelle par le raffermis-

sement des qualités d'équilibre et de bon sens, et par le retour à une culture plus occidentale.

Pour soutenir cette œuvre éminemment salutaire il faut des prêtres nombreux, éclairés et spécialisés. Or ici nous nous heurtons, de l'avis même de certains dirigeants laïcs et de députés catholiques, à un problème très délicat. D'abord les vocations sacerdotales sont fort peu nombreuses, par suite du préjugé encore assez répandu que les prêtres sont originaires des familles fidèles aux Habsbourg, et donc opposées au mouvement nationaliste qui a détaché les Tchèques et les Slovaques respectivement de l'Autriche et de la Hongrie.

On demande des prêtres instruits, capables de prendre en main les intellectuels qui sont appelés à jouer un rôle important, et qui aspirent d'ailleurs, d'une manière très définie, à un approfondissement de leur vie spirituelle. A part le Dominicain qui s'occupe ex professo des étudiants de Prague, à part les Jésuites qui attirent des intellectuels aux confessionnaux de leur église Saint-Ignace, à part les Dominicains qui dirigent — si nous sommes bien informés — la faculté de théologie de Olomouc, on ne remarque guère l'action intellectuelle de prêtres instruits.

Où sont-ils ? C'est bien simple : même s'ils sont proportionnellement nombreux, ils se trouvent absorbés par la besogne de paroisse et par les écoles. De là vient également l'absence d'apostolat spécialisé pour les diverses professions. Les ouvriers n'ont pour ainsi dire personne qui les groupe, les forme, les prémunit contre le matérialisme grandissant. Ainsi, dans la ville industrielle de Zlin (Bat'a) qui ne comptait, il y a 50 ans, que 3.000 habitants et qui en a maintenant plus de 50.000, avec un accroissement annuel de 1000, il n'y a qu'un seul prêtre — le professeur de religion au gymnase — qui puisse s'occuper des milliers de jeunes ouvriers de l'endroit. Et encore, dans quelles conditions ? Nous avons déjà signalé que l'accès des internats lui était interdit. Quant au clergé paroissial, il ne faut pas compter sur lui pour cette tâche. Il est débordé. La paroisse centrale, composée de 30.000 âmes, n'a qu'une seule église pouvant contenir 400 personnes ! Son clergé se compose tout juste d'un curé et de deux vicaires ; les quatre abbés professeurs de religion ont tout leur temps pris par ces cours.

Aussi lorsque le chanoine Cardijn vint de Vienne, le 18 avril, adresser quelques mots aux dirigeants de la jeunesse, de la jeunesse ouvrière en particulier, il put aisément enthousiasmer son monde en leur exposant les principes généraux entendus déjà des centaines de fois chez nous (apostolat de l'ouvrier sur l'ouvrier — scandale du XIX[e] siècle : avoir perdu la masse ouvrière, etc.). Il y a là une preuve que les prêtres ont manqué à cette jeunesse.

Faut-il désespérer ? Certes non. En effet, comme nous le disions plus haut, on remarque un désir très intense d'approfondissement

religieux chez les laïcs, les intellectuels surtout : les âmes sont travaillées par la grâce.

Ensuite il y a les écoles moyennes. On a craint, voilà quelques mois, leur suppression complète en Bohême et Moravie, comme elle est déjà réalisée en Slovaquie. Heureusement, à la suite de démarches personnelles des évêques auprès du président Benes, à la suite d'une manifestation contradictoire réussie, et d'une déclaration ferme du parti populaire (catholiques) suivie, peu de temps après, de la même déclaration faite par le parti démocrate de Slovaquie, le gouvernement a décidé de nommer une commission chargée d'apaiser les différends. Celle-ci devait se réunir avant le 30 mai ; en fait la réunion n'a pas encore eu lieu, de sorte que l'année scolaire qui commence ne sera affectée par aucun changement, et que la question de l'école unique a grande chance d'être réglée par la nouvelle Constitution. Or dans ce cas il faudra une majorité des 3/5 des voix, ce qui n'est pas réalisable sans l'appui des partis populaire et démocrate, respectivement en Bohême-Moravie et en Slovaquie. On a donc beaucoup d'espoir de ce côté.

Une troisième lueur d'optimisme vient elle aussi de la jeunesse. Lors du Congrès de la jeunesse du parti populaire (25-27 mai), on compta dans le cortège, outre la délégation de Prague et des villes, 70.000 participants venus, librement, de la campagne, surtout de Moravie, en costumes nationaux et avec un jeune enthousiasme conquérant. Cela fit tant d'impression sur les autres partis qu'il y eut de-ci de-là des tentatives de sabotage. Il est à supposer que cette manifestation ne sera pas sans influence sur l'avenir du pays, et qu'elle aura réveillé le courage de beaucoup de faibles.

Il y a, enfin, que le peuple se remet petit à petit de la crise morale qui a suivi la révolution de mai 1945. Ce phénomène se remarque déjà dans l'industrie, où les ouvriers siégeant dans les Conseils d'entreprise n'exigent plus tant de gros salaires mais bien des chefs compétents, et où les nominations du personnel dirigeant se font un peu moins selon la couleur politique et davantage en tenant compte de la valeur technique et morale des candidats. Les catholiques aussi ont du courage à la lutte. Après toutes les destructions de leurs monuments, ils ont toujours reconstruit ; maintenant ils se mettent avec ardeur à la reconstruction morale. Et, comme nous le disions, pour des gens aux idées larges il reste assez de liberté dans le pays ; l'influence russe n'est encore qu'une influence indirecte.

Ce qu'il faudrait pour que ces germes poussent, pour que ces efforts triomphent, pour que l'« esprit » s'impose définitivement, c'est d'abord plus d'union entre les catholiques, plus d'organisation pratique, ensuite des prêtres plus nombreux qui puissent encadrer les hommes d'action.

La besogne est belle, surtout quand on songe à l'importance de la mission des catholiques aux frontières du communisme, et qu'on n'a pas tout à fait renoncé à la conversion de la Russie et, par elle, du Moyen et de l'Extrême Orient. Si telle est l'importance de la tâche des prêtres et laïcs là-bas, la Providence suscitera les moyens de réaliser cette tâche. Or à ce point-ci nous avons, nous catholiques belges, un rôle à jouer. Car les yeux de ce peuple en lutte, de ces chrétiens qui veulent éviter l'asservissement, se tournent vers nous. Ils demandent de nous l'exemple de notre vie chrétienne, le contact avec nos dirigeants laïcs et nos prêtres, et enfin le soutien de nos prières. Ils se tournent surtout vers nous, parce qu'ils savent que nous avons un clergé nombreux, des écoles libres et une tradition catholique stable depuis plusieurs siècles. Pourquoi ne pourrions-nous pas enfin comprendre que ces immenses trésors spirituels, auxquels nous ne songeons d'ailleurs que trop peu et que nous n'estimons bien qu'en les comparant avec la situation plus difficile des autres, ne nous ont pas été donnés pour nous seuls, mais aussi pour les autres peuples ? Nous sommes responsables de ces valeurs chrétiennes aux yeux de tous les peuples — et en particulier des peuples où le christianisme est menacé — puisque, dans le grand Corps du Christ, tous les hommes de toutes les nations ne font qu'un.

Puisse notre sens catholique susciter en nous de l'intérêt pour nos frères qui, là-bas, sur les territoires gagnés à Jésus-Christ par les saints Cyrille et Méthode, défendent leur foi, notre foi, contre les assauts du communisme ! Prions pour que tous les espoirs qui naissent s'amplifient sous le souffle du Saint-Esprit, pour que ce peuple retrouve son âme vraie, la meilleure garantie de son avenir !

Anvers, 5 août 1947. Adrien TAYMANS, S. I.